
Documents sauvegardés

Dimanche 13 décembre 2020 à 13 h 10

1 document

Par PUAdmin37T_2

Sommaire

Documents sauvegardés • 1 document

La Tribune (France)	20 novembre 2020 Brexit: une croissance divisée par deux au Royaume-Uni en cas de "no deal" (KPMG) ... de croissance en cas de "no deal" (+4,4% en 2021 contre +10,1% sans Brexit). Les scénarios optimistes estiment encore que Londres et Bruxelles arriveront à trouver un accord alors que ...	3
---------------------	---	---

Nom de la source

La Tribune (France)

Type de source

Presse • Journaux

Périodicité

Quotidien

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

p. 37



Vendredi 20 novembre 2020

La Tribune (France) • no. 7036 • p. 37 • 689 mots

Brexit: une croissance divisée par deux au Royaume-Uni en cas de "no deal" (KPMG)

AFP

Déjà secouée par le Covid-19, l'économie britannique sera amputée de près de six points de croissance en cas de "no deal" (+4,4% en 2021 contre +10,1% sans Brexit). Les scénarios optimistes estiment encore que Londres et Bruxelles arriveront à trouver un accord alors que la fin de la période de transition, le 31 décembre, approche à grands pas.

La reprise au Royaume-Uni, déjà en proie au choc de la pandémie de coronavirus, pourrait être deux fois plus lente en cas de Brexit sans accord que si le pays maintenait ses relations commerciales actuelles avec l'Union européenne, affirme une étude de KPMG mercredi.

En cas de "no deal", le produit intérieur brut (PIB) augmentera de 4,4% en 2021, estime le cabinet d'audit et consulting, contre 10,1% si le Royaume-Uni restait dans le marché unique.

Le scénario le plus probable, souligne toutefois le cabinet de conseil, est celui d'un accord à minima qui n'inclurait pas les services, accompagné d'un vaccin qui serait prêt à être déployé début 2021, et qui se traduirait par une croissance qui atteindrait environ 7,2% en 2021. A quelques semaines de la fin de la période de transition fin décembre, les négociateurs européens et britanniques tentent toujours de trouver un accord commercial post-Brexit.

Lire aussi : Brexit: face au "No deal" de Johnson, Sefcovic reste flegmatique (lien : <https://www.latribune.fr/>



DADO RUVIC

[economie/union-europeenne/brexit-face-au-no-deal-de-johnson-sefcovic-reste-flegmatique-860192.html](https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/brexit-face-au-no-deal-de-johnson-sefcovic-reste-flegmatique-860192.html)

Pour Yael Selfin, cheffe économiste de KPMG UK, "le Brexit va mettre le Royaume-Uni en marge des économies avancées l'an prochain". Elle encourage le gouvernement britannique à augmenter les investissements dans les infrastructures et la formation pour "atténuer l'impact à long terme que (le Brexit) pourrait avoir sur la productivité et la croissance".

L'économiste de KPMG rappelle que le secteur manufacturier sera le plus durement touché par le Brexit, notamment les textiles, la chimie, les composants électriques, qui pourraient voir leur production fin 2021 de 6 à 12% inférieure

© 2020 La Tribune. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



à celle de fin 2019, avant la pandémie. Ils pâtiraient d'un goulot d'étranglement dans leur chaîne de production, de frictions dans la circulation des biens à la frontière, et d'investissements en chute, sans omettre les retombées de l'épidémie toujours présentes.

Le niveau "pré-covid" ne sera pas retrouvé avant fin 2022

Par ailleurs, la perte d'accès au marché européen pour le secteur financier britannique pourrait se traduire par une production de 10% inférieure comparé à la même période un an auparavant, poursuit KPMG, qui ne prévoit pas de retour de l'économie britannique à ses niveaux pré-covid avant fin 2022.

De son côté, la Banque d'Angleterre (BoE) estime que le **Brexit** va entraîner une baisse des exportations et une perturbation des chaînes d'approvisionnement, en réduisant au total de 1% le produit intérieur brut au premier trimestre de 2021. L'institution prévient qu'il faudra compter six mois pour que les entreprises s'adaptent même en cas d'accord.

Le précédent gouvernement conservateur avait lui évalué en novembre 2018 qu'un accord de libre-échange avec contrôles douaniers amputerait le PIB de 4,9% sur 15 ans, contre une baisse de 7,6% avec un "no deal".

Lire aussi : Accord ou pas, le **Brexit** va secouer l'économie britannique (lien : <https://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/accord-ou-pas-le-brexit-va-secouer-l-economie-britannique-861762.html>)

L'activité économique du pays est déjà à genoux avec la pandémie et le reconfinement. Le Royaume-Uni est le pays

européen le plus endeuillé par la pandémie de nouveau coronavirus, avec près de 52.000 morts. Un confinement prolongé a fait plonger son activité de 19,8%, un record historique, au deuxième trimestre, après une chute du PIB de 2,5% au premier trimestre. Au troisième trimestre, la croissance est repartie à un rythme record de 15,5% mais a commencé à flancher dès septembre et la fin de l'année s'annonce mauvaise à cause du reconfinement en vigueur dans certaines régions du pays face à la deuxième vague de virus.

Sur l'ensemble de l'année, KPMG s'attend à ce que le PIB ait plongé de 11,2%.

Lire aussi : Pandémie puis **Brexit** sans accord? Le Royaume-Uni risque un double choc (lien : <https://www.latribune.fr/economie/international/pandemie-puis-brexit-sans-accord-le-royaume-uni-risque-un-double-choc-856741.html>)